



Décision n° 2018-309

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2018-284 du 18 juillet 2018 autorisant Monsieur BOITIER Emmanuel à réaliser un portfolio représentant les caractères de l'ensemble des vallées du Parc national du Mercantour dans le cadre d'un reportage prévu dans le magazine Terre Sauvage « spécial 40 ans du Mercantour »,

VU la demande modificative présentée le 19 juillet 2018 par Monsieur BOITIER Emmanuel,

Considérant que la demande modificative porte sur la prolongation de la décision n°2018-284 jusqu'au 15 octobre, afin de disposer de plus de temps pour réaliser le portfolio prévu,

Décide :

Article 1-:

L'article 2 de la décision n°2018-284 du 018 juillet 2018 est modifié comme suit :

Cette autorisation est accordée du 16 juillet au 15 octobre 2018, sur l'ensemble du cœur du Parc national du Mercantour, y compris la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe.

Le bénéficiaire est tenu d'informer préalablement le service coordinateur du Parc national des sites et du programme de prises de vues retenus, au minimum 3 jours ouvrés avant la date de présence effective sur place.

Contacts service « Sensibilisation et Valorisation du Territoire »

- chef de service, Julie MOLINIER

04.93.16.50.82 / 06.84.70.74.82 (julie.molinier@mercantour-parcnational.fr)

- adjoint de service – Emmanuel GASTAUD

04.93.16.50.84 / 06.84.47.73.59 (emmanuel.gastaud@mercantour-parcnational.fr)

Article 2 :

Les autres dispositions de la décision n°2018-284 demeurent inchangées.

Article 3 :

Le bénéficiaire devra présenter cette décision modificative accompagnée de la décision n°2018-284, à toute réquisition des agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 4 :

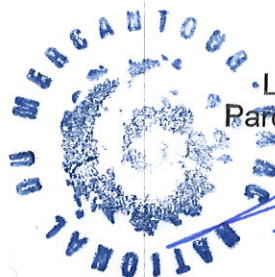
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 5 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 8 août 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER